

# L'équilibre budgétaire à tout prix

Eve-Lyne Couturier

Number 784, May–June 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/81892ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this article

Couturier, E.-L. (2016). L'équilibre budgétaire à tout prix. *Relations*, (784), 6–7.

## L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE À TOUT PRIX

*Sans surprise, le dernier budget du Québec s'inscrit toujours dans une conception néolibérale de l'État.*

**Eve-Lyne Couturier**

L'auteure est chercheuse à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)

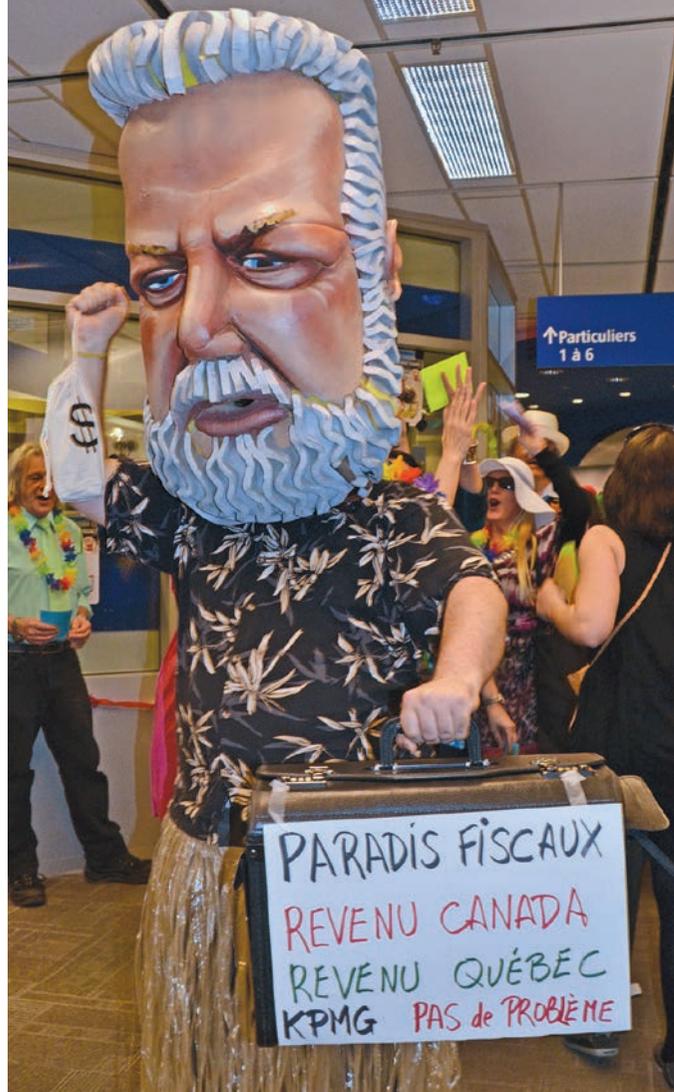
On se souviendra longtemps du 17 mars 2016. Alors que le troisième budget du gouvernement Couillard était déposé, Nathalie Normandeau (et six autres personnes), suspectée de financement politique illégal, se faisait arrêter par l'Unité permanente anticorruption. Les journalistes politiques ne savaient plus vers quelle nouvelle se tourner: devait-on parler d'équilibre budgétaire ou de corruption? Finalement, on a un peu oublié le budget qui, de toute manière, était peu spectaculaire. Le scandale politique, ça fait vendre plus de copies...

Alors, que trouvait-on derrière les chiffres du ministre des Finances, Carlos Leitão? D'abord, si le budget s'équilibre

sans présenter de surplus, c'est parce qu'on a versé deux milliards de dollars dans le Fonds des générations. La Caisse de dépôt et placement du Québec les investit sur les marchés financiers dans l'espoir d'aider le gouvernement à payer la dette (et tant pis pour les besoins pressants dans les services publics). Cela dit, plusieurs investissements ont quand même été annoncés. Cependant, ceux-ci ne se trouvent ni en santé, ni dans les services sociaux, ni dans la fonction publique, secteurs qui ont tous connu d'importantes compressions ces dernières années, mais plutôt pour soutenir le Plan Nord (450M\$), la foresterie (230 M\$) et l'industrie aérospatiale (70M\$). On nous annonce toutefois un certain changement de cap en éducation, dont le budget a progressé de 3% au lieu de 0,6% l'an dernier. Rappelons quand même que les deux tiers de cette augmentation sont composés de vieilles annonces comprenant entre autres les augmentations salariales accordées lors des négociations du secteur public. Bref, c'est peu d'argent, surtout lorsque l'on considère les efforts exigés des écoles pour atteindre des objectifs non pas éducatifs, mais bien strictement budgétaires.

En santé, bien que la hausse de cette année (2,4%) soit plus importante que l'inflation, les montants alloués ne seront pas suffisants pour couvrir les coûts de programmes. De ce côté aussi il faut prendre en considération les augmentations salariales accordées aux employés du réseau et celles – scandaleuses – des médecins. Ajoutons à cela que les médicaments et les traitements coûtent de plus en plus cher et on voit bien qu'il manque d'importantes sommes d'argent pour répondre aux besoins.

N'eût été du budget fédéral, présenté quelques jours après celui du Québec, on aurait peut-être cru que tout cela était dans l'ordre des choses de l'ère néolibérale où, par ailleurs, le gouvernement se prive volontairement d'importants revenus fis-



Des militants de la Coalition Main rouge ont donné un air de paradis fiscal à Revenu Québec, le 31 mars 2016, pour dénoncer la complaisance du gouvernement Couillard face à l'évasion fiscale des plus riches. Photo: Michèle Delsemme.

caux. Bill Morneau, le ministre des Finances du gouvernement fédéral libéral, a en effet choisi une direction différente: davantage de dépenses publiques au prix d'un déficit plus élevé. Alors que les agences de notation ne réagissent pas négativement à cette annonce, n'est-il pas légitime de remettre en question la stratégie du gouvernement du Québec? Austérité ou rigueur, celui-ci aimerait nous faire croire que c'est désormais chose du passé, qu'est arrivé le temps de la prospérité. Pas de déficit, des surplus à venir... Certes. Mais à quel prix?

Derrière les sourires optimistes du ministre des Finances se cache, comme on le sait, une conception néolibérale de l'État selon laquelle le développement économique et social passe d'abord par l'investissement privé. L'objectif: réduire les missions sociales de l'État, «stimuler l'économie» (par l'entreprise privée, il va sans dire) et réduire les impôts. L'idée est de nous convaincre que l'argent «écono-

### CONTRE

## Les paradis fiscaux

Alors que les révélations des *Panama papers* indignent une part croissante de la population mondiale, Oxfam-Québec, en collaboration avec la coalition Échec aux paradis fiscaux, Alain Deneault et les éditions Éco-société, lance une grande campagne de mobilisation. Les organismes, les entreprises et les personnalités publiques sont invités à appuyer la déclaration *Mettons fin à l'ère des paradis fiscaux*, et le grand public à signer une pétition et à participer à une consultation citoyenne en ligne. À travers le site «À la recherche des milliards perdus», la population peut ainsi s'exprimer sur les façons dont l'argent caché dans les paradis fiscaux pourrait être investi pour réduire la pauvreté et les inégalités. Renseignements: <milliardspendus.com>.

misé» en impôt sera suffisant pour pouvoir se payer individuellement les services qui auront été coupés. Malheureusement, ce qu'on perd en universalité est bien plus important que ce qu'on gagne en argent dans nos poches. On place ainsi l'État en situation permanente de restriction, limitant du même coup sa capacité de répondre aux besoins et aux attentes de la population. C'est pourtant à travers la mutualisation, le partage collectif des risques et du financement qu'une collectivité atteint les meilleurs résultats.

Malheureusement, le gouvernement libéral ne semble pas intéressé par cette voie. Notre premier ministre, Philippe Couillard, semble se prendre pour le pdg de l'entreprise «Gouvernement du Québec inc.» plutôt que pour un chef d'État au service de la population et du bien commun. Espérons que les scandales de corruption qui s'accumulent concernant l'équipe libérale –et qui témoignent, entre autres, de l'affaiblissement du secteur public– permettront de rappeler l'importance du politique dans l'établissement et le renforcement des institutions qui garantissent le vivre-ensemble. ©

## FRANÇISATION: UNE NÉGLIGENCE COUPABLE

*Depuis 2008, l'inaction gouvernementale en matière de francisation des immigrants fragilise la position du français comme langue commune.*

**Jean Ferretti**

L'auteur, chargé de projet à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC), a réalisé l'étude *Le Québec rate sa cible. Les efforts du Québec en matière de francisation et d'intégration des immigrants: un portrait* (2016)

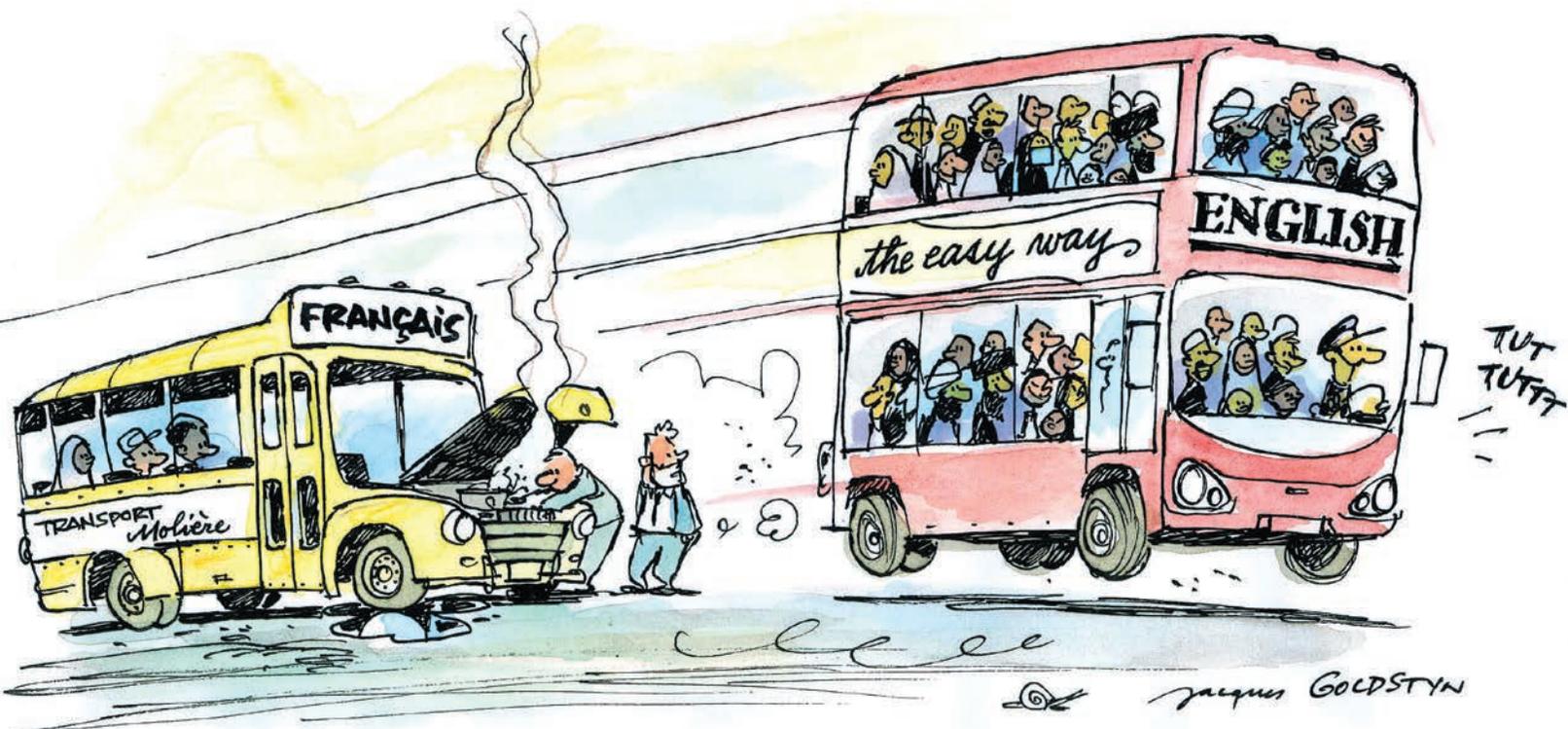
Immigré n'est pas une expérience aisée. Ce l'est d'autant moins lorsqu'on ne connaît pas la langue du pays dans lequel on s'installe, ce qui est le cas de 40% des 50 000 immigrants qu'accueille le Québec annuellement. Les impératifs du quotidien, la recherche d'un emploi, les démarches d'installation sont autant d'explications des trop faibles taux de fréquentation des cours de français, auxquels seuls 40% des immigrants ne parlant pas fran-

çais se sont inscrits en 2014-2015 selon les plus récents chiffres du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI). Cette proportion s'élevait pourtant à 60% en 2008<sup>1</sup>.

La responsabilité de la situation incombe moins aux individus qu'au gouvernement du Québec. Celui-ci n'a pas fourni les efforts à la hauteur du double défi que pose la francisation des immigrants: d'une part, donner aux nouveaux arrivants les outils nécessaires pour s'intégrer à la société québécoise, participer aux débats publics et jouir pleinement du statut de citoyen et, d'autre part, préserver le caractère français du Québec en Amérique du Nord.

Le gouvernement du Québec tend de plus en plus à dissocier la mission d'insertion en emploi et celle de l'intégration linguistique. Il devrait au contraire soutenir davantage la francisation en entreprise. En effet, celle-ci ne concerne que quelque 2000 travailleurs annuellement. Le désengagement du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) est éloquent: des 9,2 millions de dollars (11% de son budget) qu'il consacrait à la francisation en 2008-2009, il ne restait plus que 6,6M\$ (7,7%) en 2014-2015.

Certaines mesures prises par le MIDI témoignent aussi de la négligence du



Jacques Goldstyn. Artiste invité du n° 779 (août 2015)